



LES FAITS MARQUANTS DE LA CMPC: MARDI 18 JANVIER 2005

La Conférence Mondiale sur la Prévention des Catastrophes (CMPC) s'est ouverte mardi 18 janvier, à Kobe, dans le département de Hyogo, au Japon. La Conférence a entendu les déclarations liminaires, a traité les questions d'organisation et a établi une Grande Commission pour débattre des projets de document du programme conclusif (cadre d'action) et de déclaration de la CMPC. La Grande Commission a tenu sa première réunion, l'après-midi. Dans le cadre de la Réunion Thématique, deux tables rondes de haut niveau et des sessions consacrées à cinq ensembles thématiques ont été tenues.

REUNION INTERGOUVERNEMENTALE

OUVERTURE: Sálvano Briceño, Directeur du Secrétariat de la SIPC, a invité Jan Egeland, Sous-secrétaire Général de l'ONU, chargé des Affaires Humanitaires et de la Coordination de l'Aide d'Urgence, à ouvrir la CMPC. Egeland a souhaité la bienvenue aux participants et à l'Empereur et à l'Impératrice du Japon. Une minute de silence a été observée en mémoire des vies perdues durant la catastrophe de l'Océan Indien en décembre 2004.

Déclarations d'ouverture: De nombreux orateurs ont exprimé leur sympathie aux pays touchés par la catastrophe de l'Océan Indien. Dans un message vidéo, le Secrétaire Général de l'ONU, Kofi Annan, a souligné le caractère opportun de la CMPC, et a exprimé l'espoir de la voir contribuer au renforcement des capacités de résistance communautaire, à la mobilisation des ressources et à la galvanisation des actions mondiales.

Egeland a déclaré que la prévention des risques de catastrophe n'est pas une dépense de plus, mais un investissement essentiel et un impératif moral, et a proposé qu'une partie de l'aide d'urgence soit affectée à la prévention des risques de catastrophe.

L'Empereur du Japon, Akihito, a souligné l'importance des enseignements tirés des catastrophes passées et a déclaré que la technologie nipponne peut contribuer à sauver des vies dans le monde entier.

Yoshitaka Murata, Ministre d'Etat japonais chargé de la Gestion des Catastrophes, a cité des exemples illustrant les efforts fournis dans le domaine du renforcement des capacités de résistance et a souligné l'importance de la participation des diverses parties prenantes.

Toshizo Ido, Gouverneur de Hyogo, a invité les participants à visiter le forum public et à assister aux sessions spéciales consacrées aux systèmes d'alerte précoce, contre les tsunamis.

Le Premier Ministre nippon, Junichiro Koizumi, a mis en relief les efforts fournis par son pays en matière d'aide d'urgence et de reconstruction, suite à la catastrophe de l'Océan Indien, et a souligné l'importance des leçons apprises des catastrophes passées.

Election du Président et autres membres du Bureau:

Egeland a indiqué que le Bureau du Comité Préparatoire continuera à siéger en tant que Bureau de la CMPC. La Conférence a endossé la proposition de désigner Yoshitaka Murata Président de la Conférence, et a avalisé les Vice-présidents suivants: Hernán Escudero (Equateur); Hans-Joachim Daerr (Allemagne); Mohammad Hossein Moghimi (Iran); Omar Hilale (Maroc); et Yury Brazhnikov (Fédération de Russie). Mohammad Hossein Moghimi siègera aussi en tant que Rapporteur.

Règlement intérieur provisoire: Le Président Murata a rappelé que l'UE et les ETATS-UNIS n'ont pas été en mesure de s'accorder sur les modifications proposées, pour le règlement

intérieur provisoire, au cours de la première réunion du Comité Préparatoire. Il a souligné que le débat se poursuit autour des éléments controversés, et a proposé l'application du reste des règles.

Adoption de l'ordre du jour: La Conférence a adopté l'ordre du jour (A/CONF.206/1), en prenant note des sessions supplémentaires consacrées à la catastrophe de l'Océan indien.

Organisation des travaux: La Conférence a adopté la forme et le calendrier des travaux de la CMPC. Le Président Murata a proposé d'établir une Grande Commission chargée de compléter les négociations autour du projet de cadre d'action et de déclaration, qui sera présidée par Marco Ferrari (Suisse). Les participants ont adopté la proposition.

Déclarations générales: De nombreux pays ont exprimé leur gratitude au Gouvernement du Japon pour l'accueil de la CMPC, et ont fait part de leur sympathie aux pays touchés par la Catastrophe de l'Océan indien. La CHINE a fait part de sa volonté d'établir des systèmes de surveillance et d'alerte précoce, de partager les données pertinentes, et d'apporter aux pays en développement un soutien dans le domaine du renforcement des capacités et de l'expertise technique. L'INDE, l'OUGANDA et le KAZAKHSTAN ont présenté des rapports sur les stratégies nationales mises en place et les efforts nationaux fournis dans le domaine de prévention des catastrophes. Le délégué de l'INDE a décrit le travail accompli par son pays dans le cadre du système d'alerte précoce contre les Tsunamis dans la région de l'Océan indien, et, avec l'OUGANDA, a souligné l'importance de la coopération régionale. Le Luxembourg, au nom de l'UE, a souligné l'importance de l'alerte précoce, de la bonne gouvernance, de la participation des parties prenantes et de l'établissement de liens avec les accords environnementaux internationaux pertinents. L'ALLEMAGNE, appuyée par l'UE, a proposé d'accueillir une conférence internationale sur l'alerte précoce en 2005.

GRANDE COMMISSION: Le Président Marco Ferrari a mentionné le papier soumis par le Secrétariat, qui renferme des formulations alternatives pour les libellés crochetés émergeant des consultations informelles tenues après l'émission du projet de cadre d'action, le 21 décembre 2004. Le débat s'est focalisé sur les libellés crochetés, en commençant par le préambule du projet de cadre d'action.

Au terme d'un débat, les délégués ont décidé de définir "dangers" par événements, phénomènes, activités ou conditions dues à la fois à des processus naturels et à des processus induits par l'Homme. Au sujet de la portée du cadre d'action, les délégués ont décidé qu'elle englobera les catastrophes causées par dangers d'origine naturelle et par les dangers et les risques environnementaux et technologiques qui s'y rapportent.

Au sujet de la question de savoir s'il fallait se référer à "sécurité humaine" ou à "sécurité de l'humanité," CUBA, appuyée par plusieurs autres pays, a proposé de se référer "à la survie, à la dignité et aux moyens de vivre des êtres humains." Le JAPON a requis le maintien de "sécurité humaine" également.

Les délégués ont débattu, longuement, de la référence aux "changements climatiques", le délégué des ETATS-UNIS insistant sur la suppression du mot "climatiques." Cela a été appuyé par l'Australie et le Canada, mais contré par l'UE, le Bangladesh et les délégués des PEID. Le délégué des ETATS-UNIS a fait objection à "l'utilisation d'extraits tirés" des conclusions du Troisième Rapport d'Evaluation du Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution Climatique, portant sur la probabilité des changements climatiques, point de vue partagé par de



nombreux délégués. Le débat n'a pas abouti, et sera repris mercredi. Les délégués ont également décidé de mentionner le VIH/SIDA comme un facteur aggravant des risques de catastrophe.

REUNION THEMATIQUE

TABLES RONDES DE HAUT NIVEAU: Risques de catastrophe – prochain défi posé au développement: Cette table ronde a été facilitée par Yvette Stevens, Bureau des Nations Unies chargé de la Coordination des Affaires Humanitaires (BCAH).

Dans un message enregistré, James Wolfensohn, Président de la Banque Mondiale, a mis en exergue le lien entre la pauvreté et les efforts de prévention des catastrophes et a souligné l'impact économique des catastrophes dans les pays à faibles revenus représente souvent un pourcentage élevé du PIB. Sadako Ogata, Président de l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (AJCI), a déclaré que la promotion des communautés locales est essentielle pour la préparation aux catastrophes et a décrit les activités de coopération technique de l'AJCI. Gareth Thomas, Ministre du Développement International, Royaume-Uni, a déclaré que pour la CMPC, le défi à relever consiste à rehausser le profil de la prévention des catastrophes, sur l'ordre du jour du développement et à dégager des solutions pratiques.

Klaus Töpfer, Directeur Exécutif du PNUE, a appelé à l'intégration de la prévention des catastrophes dans les stratégies de développement et a mis en relief les retombées importantes, en termes de réduction des risques, des activités écologiquement rationnelles. Zephirin Diabre, Administrateur Associé du PNUD, a souligné la nécessité du renforcement des capacités, de la bonne gouvernance et de coordination de la gestion des risques de catastrophe. Geert van der Linden, Vice-président de la Banque Asiatique de Développement, a mis en exergue le paradigme du passage des mesures de réactivité à celles d'atténuation et de préparation aux catastrophes. Bernd Hoffmann, Directeur de l'Agence Allemande de Coopération Technique (GTZ), a appelé à un financement accru pour, et à l'intégration de, les programmes de développement de la prévention des catastrophes.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont traité de l'adoption d'objectifs inscrits dans des calendriers précis, des questions de financement, de la coopération technique, et de l'intégration de la prévention des risques dans l'ordre du jour du développement.

Apprendre à vivre avec les risques: Cette table ronde a été modérée par Peter Walker, Directeur du Centre International Feinstein contre la Famine, de l'Université de Tufts.

Koichiro Matsuura, Directeur Général de l'UNESCO, a parlé du lancement, en 2005, de la Décennie de l'Éducation pour le Développement Durable, a souligné qu'elle doit englober informations et formations axées sur la prévention des catastrophes. Corazon Alma de Leon, ancien Président de la Commission du Mont Pinatubo, a présenté le programme réussi des Philippines, de mobilisation des communautés écolières pour la réponse aux dangers. Toshizo Ido a donné un aperçu sur la reconstruction menée depuis le tremblement de terre de Great Hanshin-Awaji de 1995 et a mis en relief l'Institution de Kobe pour la Prévention des Catastrophes et de la Rénovation Humaine, et son rôle en tant que centre d'apprentissage des générations à venir.

Edgardo Calderón Paredes, Président de la Commission chargée de la Préparation aux Catastrophes et de l'Aide d'Urgence, de la Fédération Internationale de la Croix Rouge, a décrit les liens complexes et réciproques existant entre la vulnérabilité et le développement. Hans Van Ginkel, Recteur de l'Université des Nations Unies, a appelé à l'amélioration de la connaissance des risques et des vulnérabilités à travers la recherche et l'apprentissage ciblés et spécifiques à des sites particuliers, et a souligné la nécessité de se préparer à, et d'intégrer, la gestion des catastrophes dans le développement durable.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont souligné: la contribution apportée par la société civile dans la reconstruction; la protection des trésors nationaux; les savoirs traditionnels; et le soutien des électeurs aux politiques de préparation aux catastrophes. Un orateur a suggéré l'intégration de mécanismes de suivi et d'information remontante, ainsi que de sanctions, dans les documents conclusifs, et un autre a proposé d'établir des objectifs éducationnels pour 2010.

ENSEMBLES THEMATIQUES: Groupe de discussion sur l'ensemble 4: Réduction des facteurs de risque sous-jacents: Ce groupe de discussion a été présidé par Borbély László, Ministre Délégué Roumain, chargé des Travaux Publics et de l'Aménagement du Territoire.

Yong Sung Park, Président de la Chambre Internationale du Commerce, a parlé du rôle du secteur privé dans la gestion des catastrophes. Tsuneo Okada, Directeur Général de l'Association

Japonaise pour la Prévention des Catastrophes, a souligné la nécessité de moderniser les bâtiments existants et de leur appliquer de nouvelles normes. Rocío Sáenz, Ministre Costa Ricain de la Santé, a décrit l'expérience Latino Américaine dans le domaine de la vulnérabilité des hôpitaux. Svein Tveitdal, Directeur de la Division du PNUE, chargée de l'Application des Politiques Environnementales, a mis en relief les liens avec l'UNFCCC, et a souligné l'intention du PNUE d'établir, avec la SIPC, un programme mondial focalisé sur la gestion environnementale dans la prévention des risques de catastrophe. Parlant au nom de David Nabarro, Directeur Général de l'Action Sanitaire en Période de Crises au sein du Bureau de l'OMS, Wilfried Kreisel, Directeur du Centre de l'OMS de Kobe, a attiré l'attention sur la vulnérabilité du secteur de la santé, face aux catastrophes.

Kazunobu Onogawa, Directeur du Centre des Nations Unies pour le Développement Régional, a recommandé que d'ici 2015, les pays intègrent la gestion communautaire des catastrophes dans les politiques de développement locales et nationales, et s'assurent que les écoles et les hôpitaux sont en mesure de résister aux catastrophes. Amod Dixit, Secrétaire Général, de l'Association Nationale Népalaise pour les Technologies des Tremblements de Terre, a déclaré que les risques sont connus, et a décrit les objectifs des codes de constructions. Jamilah Mahmood, Présidente du Comité en exercice du Réseau Asiatique pour la Prévention et la Réponse aux Catastrophes, a déclaré que les femmes et les enfants sont les plus vulnérables. Elle a mis en exergue le rôle central des femmes dans l'éducation informelle et l'importance de la société civile en tant que premier acteur de la réponse.

Dans le débat qui a suivi, les commentaires se sont focalisés sur les questions d'égalité des sexes, sur l'absence de terminologie et de cadre communs, et sur le système d'alerte précoce pour l'Océan Indien, et la pertinence des ODM.

Ensemble 5: La télécommunication sauve les vies – rôle des technologies d'information et de communication: Cette session a été modérée par Cosmas Zavazava, Chef de l'Unité chargée des PMA et des Points Focaux des Télécommunications d'Urgence de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT). Il a mis en relief le travail continu mené par l'UIT dans le domaine des communications d'urgence, et a souligné le rôle crucial que jouent les télécommunications dans les aspects de l'atténuation des catastrophes.

Samer Halawi, Directeur Régional chargé de l'Afrique et du Moyen Orient, Inmarsat Limited, a cité des exemples de technologies de communication satellitaire disponibles, sauvant des vies et facilitant les opérations de secours. Il a expliqué les activités de 'Télécoms sans Frontières' dans le domaine de l'aide à établir des moyens de communications pour les communautés touchées. Naoko Iwasaki, Directeur Adjoint, de la Division chargée de la Coopération Internationale, du Centre des Technologies d'Information et de Communication de l'UIT, à l'Université de Waseda, a souligné le rôle des universités dans la gestion des catastrophes et leur coopération avec le secteur gouvernemental et le secteur des affaires. Gary Fowlie, Chef de la Division chargée des Relations avec les Médias et de l'Information Publique, au sein de l'UIT, a parlé de la contribution des activités menées dans le cadre du Sommet Mondial sur la Société d'Information.

Dans le débat qui a suivi, des questions ont été soulevées sur: l'amélioration de l'accès des pays en développement et des communautés vulnérables, aux systèmes de communication; les coûts des technologies de communication moderne; les initiatives de l'UIT dans le domaine de la gestion des catastrophes; et le rôle de l'éducation globale dans la prévention des risques.

DANS LES COULOIRS

Mardi, l'impact du tsunami de l'Océan indien était clair et l'ouverture de la Conférence a attiré une audience de haut niveau, dont l'Empereur et l'Impératrice et le Premier Ministre du Japon, ainsi de nombreux chefs d'agence des Nations Unies et autres. Les observateurs ont commenté la poussée de l'intérêt, en particulier des médias, et les déclarations d'un engagement fort en faveur de l'action. Les négociations autour du projet de cadre d'action ont été marquées par un démarrage productif, avec la conclusion d'un accord sur la définition et la portée, mais c'est la question de savoir s'il faut établir un lien entre les changements climatiques et les catastrophes qui a occupé le devant de la scène. Ce point marquerait, dans quelques semaines, la deuxième conférence où les dimensions politiques du débat sur les changements climatiques menacent de faire dérailler les négociations.